

SECOND DEGRÉ 72

29 place d'Alger
72000 Le Mans

Tél : 02.43.28.69.58

Fax : 02.43.23.33.73

site internet : <http://snes72.org>

mél : snes72@nantes.snes.edu

Sommaire

Edito	p. 1	IE3C : le roi Blanquer est nu	p. 4
	p. 2	3 mois d'éduca- tion en Sarthe : décembre 2019 – février 2020	p. 4 p. 5 p. 6
Blanquer double Le Pen sur son extrême droite	p. 3		

Réunions d'informations SNES Mouvement intra-académique 2020

mardi 17 mars 2020

de 16h à 18h

INSPE du Mans

mercredi 18 mars 2020

de 14h à 17h

Réunion spéciale avec commissaires
paritaires : local SNES-FSU 72, rési-
dence «Les Arcades» 29 place d'Alger

LE MANS PIC

P4

Déposé
le 28/02/2020
Le Mans CTC

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

L'ÉDITO

« Le nouveau monde » de l'Éducation

par Jeffrey-Gaylord Remaud

Voilà maintenant deux ans et demi, 38 % des certifiés se laissent séduire dès le 1er tour par le candidat qui leur promettait un « nouveau monde », une « révolution » même à en croire le titre de son ouvrage... Or, qu'en est-il ?

À l'évidence et en toute objectivité, nous sommes bien loin de cette promesse ! Aux antipodes même !

En dehors de toutes considérations politiques, le monde enseignant résiste à l'épreuve des faits quoi qu'en dise le Ministre Blanquer ! En effet, qu'y a-t-il de nouveau ?

Dès son arrivée, nous avons connu une nouvelle vague de « réformisme » à en faire pâlir de confusion les Allègre ou Darcos (avec sa réforme des lycées 2008)... Jean-Michel Blanquer n'a eu de cesse de laisser libre cours à sa « réformite aiguë » en destructurant durablement le lycée dans son ensemble et la voie professionnelle, les procédures d'affectation d'abord pour les lycéens (PARCOURSUP) puis désormais pour les collégiens avec la mise en place d'une plate-forme numérique ex abrupto cette année (supprimant les pré-affectations), sans oublier le cauchemar du bac qui

après une session 2019 entachée d'irrégularités voit cette année plus catastrophique encore avec la situation infligée par l'obstination du ministre aux infortunés candidats des E3C (voir article sur ce sujet) ...

On remarquera que la démocratie ne semble étrangement pas faire partie de ce nouveau monde vu comment le ministre et ses séides font tout pour contourner, amenuiser et calomnier les organisations syndicales (ventilateurs à mensonges, radicalisés, agitateurs...). Au passage, nous attendons toujours son simulateur sur les carrières enseignantes, ses médecins de prévention pour les personnels...

Mais comment cela pourrait-il advenir quand on nous inflige les classiques « restrictions budgétaires » ! Avant on prenait au moins la précaution d'habiller cela sous des terminologies technocratiques telles que LOLF, RGPP, MAP... C'est ce ministre qui, depuis des années maintenant, méprise les personnels : il dégrade leurs conditions de travail tout en faisant des économies sur leur dos en leur imposant une 2e HSA (ce faisant il entérine le fait qu'une heure supplémentaire vaille dans l'Éducation Nationale moins qu'une heure

normale de service, faisant coup double et détruisant ainsi des postes !). Il les gifle sans cesse avec ses promesses de revalorisation, son observatoire de la rémunération enseignante alors même qu'il a d'abord repoussé les mesures PPCR de ses prédécesseurs et confirmé le gel du point d'indice prévu jusqu'à la fin du mandat présidentiel et que désormais il a le cynisme de les conditionner à des contreparties !

Emmanuel Macron a eu l'outrecuidance de dire lors de ses derniers vœux que l'Éducation serait une priorité : cela se traduit par la suppression de 820 postes dans le 2nd degré dont 16 Équivalents Temps Plein en Sarthe. Sans oublier la destruction du service d'orientation, de CANOPE...

Après des AESH non payées en début d'année scolaire, toujours en Sarthe : Comment justifier la suppression de 83 heures postes dédiées au réseau réussite éducative qui devait venir en aide aux élèves décrocheurs ? Quelle évaluation a été menée ? La suppression de 64 IMP : les missions restent, la rémunération baisse ! Et on nous parle de considération, de bienveillance, de reconnaissance du travail enseignant !

En fait, on fait de la « rigueur » sur notre dos ! Toujours, le même vieux monde, très vieux même puisqu'on arrose le privé d'abord par les maternelles (merci M. BLANQUER) puis globalement (cadeau de Noël !). Au plus haut, on attribue de généreuses primes (Recteurs, DASEN) ! En bas, on jette quelques piécettes aux gueux (finalement non : hausse de la cotisation retraite en janvier). Tenterait-on de s'acheter la loyauté de ceux qui devraient être les garants de l'intégrité du service public, les remparts devant les agents, les protecteurs de l'intérêt des élèves ? On est en droit de s'interroger... Certains préfets avaient au moins eu eux lors de la crise des « gilets jaunes » la décence de tirer la sonnette d'alarme et de défendre certains territoires...

Car, enfin, l'autoritarisme ! C'est devenu désormais une habitude de vouloir sanctionner (comme en Juin dernier), caporaliser, accuser, limoger les personnels... Sur la réforme du lycée et les E3C, on mobilise les IPR que l'on envoie bien vite au-devant des enseignants mais pour leur dire quoi ? Que la banque de données n'est pas prête ? Que les sujets fuient ? Que Santorin est une application destinée à couler ! Que tenir des examens dans un établissement qui continue d'accueillir des élèves et de proposer des cours est difficilement tenable ? Il est tellement facile d'accuser les professeurs et leurs représentants de tous les mots... Seul le ministre et ses groupies seraient prophètes en leur pays ? Curieusement les parents d'élèves, au 1er rang la FCPE, les organisations de lycéens (UNL, FIDL...) ne semblent pas non plus partager cet avis...

Est-il normal de faire intervenir les forces de l'ordre dans

l'enceinte d'un établissement pour la tenue d'épreuves ? La DASEN elle-même en CTSD n'a pas su faire preuve de la retenue et de la bienveillance qui à entendre notre cher ministre devrait régner dans l'Éducation Nationale !

Alors, réformisme, restrictions budgétaires, autoritarisme... Il semblerait bien qu'il y ait quelque chose de pourri dans le royaume d'EmHamlet Macron ! Peut-être un mauvais cheval ? Un problème de gouvernance : hélas, pauvres de nous, nous l'aurons connu ce nouveau monde !

Blanquer double Le Pen sur son extrême droite



À France Info, le ministre de l'Éducation nationale, interrogé sur le « séparatisme islamiste », a déclaré : « il m'arrive d'aller dans certaines villes où ça se voit : Roubaix par exemple, Maubeuge. Ce sont des endroits où certains ont pris le pouvoir dans la rue ». Outre des propos qui alimentent des discours discriminatoires et populistes dignes de l'extrême droite, M. Blanquer perd une nouvelle occasion de se taire. En effet, il parle d'une ville qu'il méconnaît totalement puisqu'il n'a effectué qu'un seul déplacement à Maubeuge, en 2018, et qui s'était limité... à la visite d'un collègue.

E3C : le roi Blanquer est nu

par Laurent Blancs

Est-il besoin de revenir sur les multiples raisons qui ont amené le SNES-FSU à s'opposer à la réforme du lycée, du baccalauréat et à ce qui en est devenu le symbole, les désormais célèbres E3C ?

La remarquable mobilisation des collègues lors de la tenue de ces Épreuves Communes de Contrôle Continu montre éloquemment que les enjeux ont été bien perçus par la profession et qu'il n'est nul besoin de reprendre un argumentaire largement assimilé et partagé. Le SNES-FSU y voit une légitimation de son opposition farouche, exprimée sans relâche depuis des mois et des mois, à l'ensemble de cette réforme qui porte en elle les germes de la destruction du service public d'éducation et du baccalauréat. Nous continuerons inlassablement à porter la parole des collègues face à une hiérarchie plus que jamais coupée des réalités et qui semble de plus en plus vivre dans un monde parallèle où la politique de J.-M. Blanquer recueillerait l'assentiment d'une majorité d'enseignants.

Plutôt, donc, que d'exposer à nouveau nos griefs, intéressons-nous à ce qui s'est passé en Sarthe à l'occasion de cette première session des E3C.

Partout, ou presque, les personnels ont manifesté leur colère et leur refus de ces épreuves inutiles et ineptes. Cela n'a pas toujours été suffisant pour empêcher la passation mais ne permet pas pour autant de dire au ministre ou au recteur que tout s'est bien passé. L'expression d'une colère n'est jamais anodine.

Ne sont pas plus anodins les événements qui ont eu lieu au Mans et dans l'agglomération mancelle. Dans tous les lycées, les épreuves ont été perturbées au point de devoir être reportées. Cela a été rendu possible par la grève massive des enseignants qui devaient surveiller les épreuves. La grève est un droit constitutionnel qui protège ceux qui l'utilisent et qui fait une nouvelle fois la démonstration de toute son efficacité. Assimiler les grévistes à des saboteurs ou à des preneurs d'otages est tout simplement lamentable et en dit long sur ceux qui tiennent de tels propos. C'est bien par la grève que le SNES-FSU avait appelé les collègues à empêcher la tenue des E3C.

Par la grève et non par le blocage. Si des élèves, conscients du mauvais sort qui leur est fait, décident de bloquer leurs établissements (comme ce fut le cas à Bellevue, Touchard ou Yourcenar) le SNES-FSU n'en est pas responsable. Prétendre le contraire, y voir le résultat d'un complot ou d'une manipulation, comme n'ont pas hésité à l'affirmer le ministre ou la directrice académique, relève du délire ou du mensonge éhonté.

Tout cela est bien la preuve que le ministère, à l'image

de l'ensemble de ce gouvernement, perd ses nerfs. L'épisode de ces E3C l'illustre abondamment.

Pour sauver la face et faire passer coûte que coûte ces épreuves massivement rejetées par les enseignants, l'administration de l'Éducation Nationale a utilisé tous les moyens : recours à des escouades de surveillants non enseignants (retraités, personnels administratifs) pour briser la grève ; menaces de sanctions pour les élèves absents ; désactivation des alarmes incendie ; élèves littéralement enfermés dans les salles d'examen ; intervention des forces de l'ordre pour débloquer les accès des lycées avec des scènes incroyables devant le lycée Touchard où des élèves sont victimes de lacrymogènes et gardés à vue plusieurs heures sans aucune raison valable ; chef d'établissement s'improvisant supplétif de la police et molesant un élève... La place nous manque pour évoquer tous ces événements proprement hallucinants. La réponse de l'institution a été d'une violence rarement atteinte.



Et tout cela pourquoi ? Pour cacher le fiasco total de ces E3C et, au-delà, du « bac Blanquer ». Pour permettre au ministre de pérorer dans les médias en mentant effrontément lorsqu'il affirme, face à des journalistes complaisants, que tout se déroule bien. Il faut sauver le soldat Blanquer, l'ancien chéri de la Macronie, et tant pis si, pour cela, les épreuves se passent à l'ombre des matraques. Plus que jamais l'utilisation de la force est le dernier argument de ce pouvoir aux abois.

Plutôt que de s'interroger sur le caractère inédit d'un mouvement qui touche le totem que représente le baccalauréat pour tous les enseignants, plutôt que d'entendre la colère qui gronde dans tous les établissements (car les motifs de contestation ne se limitent pas aux seules E3C), plutôt que de dialoguer avec les organisations syndicales représentatives, le ministère s'enfonce dans le déni de réalité, l'invective, le mensonge et n'a d'autre recours que la violence et la menace.

C'est là tout ce qu'il reste à J.-M. Blanquer pour fonder sa légitimité face à des enseignants qui ne veulent plus de lui. Et c'est peut-être là l'enseignement principal de ce lamentable épisode : le roi est nu.

3 mois d'éducation en Sarthe : décembre 2019 – février 2020

par Lionel Quesne

30 novembre : vaste opération de com' pour Mme Morançais qui se sert des lycées, en l'occurrence du Lycée Sud, pour assurer son autopromotion. Adieu les TIS, bonjour Aleop, tellement plus chic, plus fun et entraînant. Et distribution de gilets... verts pour les élèves empruntant les cars de ramassage scolaire. Les voilà bien protégés... surtout quand il faut rester sur le bord de la route si le car est trop bondé, ce dont se plaignent certains petits rabat-joie. Ingrats.

Profitant de la venue de la présidente de région dans leurs locaux, d'autres petits esprits chagrins lui ont fait remarquer que l'internat du lycée Sud commençait à être passablement défraîchi. « La Région a d'autres priorités » leur a sobrement répondu Mme Morançais. Il faut comprendre, on ne peut à la fois repeindre tous les cars pour leur apposer le sémillant logo « Aleop » et repeindre les murs décrépis des internats. Il y a des priorités.

2 décembre : premier cours de l'année en allemand pour les élèves du collège René Cassin de Ballon... soit 3 mois après la rentrée. Si des cours ne sont pas assurés, ce n'est pas d'abord à cause des grèves. Et pourtant il y en eut dans la période qui allait suivre.

5 décembre : 1er jour de la bataille pour les retraites. Les enseignants sont particulièrement visés par les projets régressifs de M. Delevoye. Résultats : 66 % de grévistes dans les collèges et les lycées du département. C'est on ne peut plus clair : la retraite par points, on n'en veut point !

(Pour le rappel exhaustif des journées de mobilisation qui n'ont cessé de se multiplier depuis presque 3 mois maintenant, en semaine, le samedi, en journée et en soirée, nous vous invitons à consulter nos archives sur le site du SNES 72.)

21 décembre : Dans un mois, ce sera le début des E3C et l'angoisse monte dans les lycées. C'est ce que font savoir les collègues de Malraux à Allonnes. Mais on se demande bien pourquoi. La banque nationale de sujets a ouvert beaucoup plus tard que prévu et les sujets ne seraient pas adaptés à la progression des

élèves ? Broutilles que tout cela.

14 janvier : Suite du calvaire pour le collège de Ballon. Après avoir bataillé trois mois pour trouver un remplaçant en allemand, cet établissement doit encore lutter pour que la professeure de français et de latin absente depuis le 26 septembre soit elle aussi remplacée. Indigne.

15 janvier : Les régions ont désormais « compétence » en matière d'information sur les métiers et les formations. Ce que le proviseur du Lycée Claude Chappe d'Arnage traduit un peu hâtivement en « la Région [...] reprend la compétence orientation ». Tout doux l'ami. Si c'est effectivement une pente savonneuse, si c'est un risque, ce n'est pas encore une réalité : l'accompagnement des choix, la dimension éducative et pédagogique de l'orientation demeurent du ressort de professionnels de l'Éducation nationale, les Psy En. Et heureusement pour le respect des aspirations des élèves. En attendant il est vrai que « l'Orientibus » de la Région sillonne les routes du département pour présenter aux élèves de collège et de lycée les métiers (ceux dont les employeurs locaux ont besoin ?) à grand renfort de réalité virtuelle (il ne faut certainement voir là aucune forme de cynisme).

16 janvier : On peut gager que parmi les métiers présentés par l'Orientibus ne figure sans doute pas celui d'enseignant. En dépit des béances constatées (voir le collège de Ballon), il ne doit pas s'agir d'un métier « en tension » et encore moins d'un « métier porteur » ou d'un « métier d'avenir ». Preuve en est qu'à la rentrée 2020, 55 postes d'enseignants seront supprimés dans le département dont 36 dans le second degré. Si les postes ne sont pas pourvus, supprimons-les ! Il fallait y penser. C'est brillant.

Mais on peut aussi se dire que s'il manque des profs, c'est que le métier n'attire plus. Certains en sont même dégoûtés. La faute aux mauvais traitements ministériels. Pour le faire savoir, un lâcher de cartables a même eu lieu devant les portes de l'Inspe qui avaient été bloquées par le dépôt de centaines

de manuels devenus inutiles à force de réformes et de refontes des programmes imposées de façon paroxystiquement autoritaire par un certain Jean-Michel Blanquer.

18 janvier : la participation des AESH aux manifestations contre la dégradation du système des retraites est remarquée par la presse locale. Elles et ils font grève avec entrain alors que leurs salaires mensuels dépassent difficilement 750 €. Bravo !

Les enseignants du privé, eux, râlent (le prof du public grogne mais l'enseignant du privé râle. C'est un point d'éthologie assez peu connu) car désormais il faut attendre 3 semaines pour installer un remplaçant dans leurs établissements du second degré. Oui, et alors ? Bienvenue dans la vraie vie !

21 janvier : début officiel... et théorique des E3C. Le lycée Montesquieu est censé ouvrir le bal mais les professeurs chargés des surveillances sont en grève pour dénoncer cette parodie de baccalauréat. Patastras : les épreuves sont annulées et reportées. Début d'une longue série.

27 janvier : Les collègues d'Allonnes n'ayant pas vu leurs craintes se dissiper (voir « 21 décembre »), le lycée Malraux emboîte le pas de Montesquieu. On se demande comment il aurait pu en être autrement, le ministère étant resté sourd à toutes les alertes syndicales y compris quand elles venaient du côté des directions. Et quand les équipes ont fait part de leurs revendications face à la catastrophe qui se profilait (temps de concertation pour le choix des sujets et la construction des barèmes, temps libéré pour les corrections, fourniture de matériel informatique, rémunération décente en lieu et place du 1 € la copie), on n'a su que leur dépêcher les corps d'inspection qui, quand ils ne tentaient pas de noyer le poisson, ne pouvaient que confesser leur ignorance et leur impuissance à dérouter le paquebot ne serait-ce que de quelques centimètres. Et ce à quelques encablures du naufrage annoncé.

28 janvier : Début d'un long blocage des E3C au lycée Bellevue. Professeurs et élèves sont aux portes de l'établissement... en plein travaux de rénovation. Les collègues sont obligés de faire la circulation et

demander aux engins de chantier d'interrompre momentanément leurs navettes périlleuses.

Ce même jour, session de report des E3C annulées à Montesquieu. À l'issue de l'épreuve d'histoire-géographie un candidat ne comprend pas pourquoi ses camarades parlent de Napoléon et de Shanghai. Il a composé lui (et lui seul) sur Louis XVIII et Paris. Une boulette au moment de la distribution des sujets. Quand on disait que l'impréparation et la précipitation de cette réforme allaient conduire à des dysfonctionnements majeurs et à des ruptures graves du principe d'égalité !

29 janvier : dans des circonstances analogues à celle du 21 janvier et pour des motifs identiques, les épreuves du lycée Touchard sont annulées. Les collègues dénoncent le choix local des sujets et les dérives qui pourraient en découler, les « fuites » de sujets et de leurs corrigés que l'on retrouve sur internet ainsi que la numérisation des copies alors qu'elles seront corrigées en internes. Fatigue, coût financier et environnemental inutiles.

30 janvier : la tension monte à Touchard. Les lycéens entrent dans la danse et bloquent les entrées du lycée dès 7 h 00. Le proviseur a fait venir la police. Une initiative peu inspirée puisque les forces de l'ordre amènent plutôt la pagaille. Seule une poignée de candidats est entrée... et a pu composer. Les autres, l'immense majorité qui n'en pouvait mais, est menacée d'un zéro on ne peut plus illégal.

3 et 4 février : Le lycée Sud et le lycée Yourcenar, à leurs tours bloqués par la grève des enseignants et la mobilisation lycéenne. En l'espace de trois semaines les E3C ont été annulées dans six lycées sur six de l'agglomération mancelle. Est-ce assez ? M. Blanquer, ministre autoritaire, entendez-vous enfin le rejet profond de votre bac à la sauvette ? Vous prétendez que seul 0,1 % de la profession conteste votre réforme. Alors ils seraient tous là, les irréductibles Gaulois, tous rassemblés dans le chef-lieu du département de la Sarthe ? Sérieusement, vous y croyez ? Vous vacillez, vous promettez des « allègements d'organisation » (le dispositif actuel nous semblait précisément un peu léger mais enfin bref) pour la session d'avril (ah oui, parce qu'on remet ça dans à peine plus de

deux mois !) mais en attendant vous passez, vous passez outre, vous outre passez, vous passez par tous les moyens, vous passez en force en envoyant la police encadrer des examens (a-t-on déjà vu ça ?) vous passez en remplaçant les grévistes par des retraités (ça, on l'a déjà vu, ailleurs, en d'autres circonstances. Il s'agit de la vieille crapulerie du recours aux jaunes casseurs de grèves. Assez « ancien monde » comme technique). La honte totale !

La force. L'usage de la force physique. On apprendra d'ailleurs un peu plus tard, le 12 février, que des parents ont porté plainte contre le proviseur du lycée Touchard qui avait empoigné assez violemment un élève devant les grilles de l'établissement bloqué le jeudi 30 janvier. Tout va bien, tout est calme, tout est normal.

6 février : Christophe Counil, conseiller départemental, le dit sans ambages, il « n'aime pas être pris pour un con ». D'où vient cette désagréable sensation ? Du fait qu'il a accepté, dans son canton, la fermeture du collège du Ronceray (juin 2018) avec l'assurance du redéploiement des subventions départementales de fonctionnement sur les établissements voisins amenés à accueillir les élèves de ce secteur à la rentrée suivante. Or les engagements n'ont pas été tenus. Mais où va-t-on ? Si un élu ne peut plus se fier aux promesses faites au sein d'une assemblée d'élus !

7 février : Nous l'annonçons dans notre dernière publication ; c'est maintenant officiel : l'école « espérance banlieue » a ouvert ses portes ; elle a même été inaugurée par Mme Morançais en personne. Elle est venue couper un ruban tricolore dans cette école hors contrat qui accueille royalement huit enfants et qui représente assez mal les valeurs de la République. Ce camp retranché tournant le dos au « vivre ensemble » ne fait pourtant l'objet d'aucun procès en communautarisme. Il n'est taxé d'aucun « séparatisme ». Peut-être que les liens avec le catholicisme le plus rance constituent une sorte de vaccination contre ce genre d'attaque.

10 février : Au LPO Le Mans Sud, les prévisions tablent sur une baisse d'effectifs d'environ 50 élèves qui se traduiront par une baisse de dotation de 194 heures : une saignée à blanc qui traduit d'abord les effets de

la réforme Blanquer. Les enseignants de ce lycée se rassemblent en masse devant les grilles de l'établissement pour réclamer les moyens nécessaires pour assurer des enseignements dans des conditions pédagogiques décentes. À savoir des cours de langues vivantes où chaque élève pourrait pratiquer plus d'une minute par séance parce que le groupe serait inférieur à 30, des cours de sciences expérimentales où l'on pourrait expérimenter parce que l'on ne serait pas à 3 par paillasse, des cours d'informatique où il y aurait un poste par élève. Qu'ils sont gourmands et utopistes ces profs !

11 février : Bellevue fait de la résistance. Toujours une trentaine de grévistes pour s'opposer aux E3C et des épreuves de nouveau annulées Et les vacances qui approchent et avec elles la date butoir du 4 mars pour la rentrée des notes. Que va faire le recteur ? Est-ce de nature à invalider toute cette première session ? Pas de réponse. Toujours le silence radio sur toute la ligne. Politique du bulldozer ou politique de l'autruche ? Les deux peut-être. Imaginez une autruche pilotant un bulldozer la tête dans le moteur. Vous avez l'image ? Ça craint, non ?

12 février : C'est ce qui s'appelle enfoncer le clou. À l'appel d'une intersyndicale FSU, CGT et Sud, avec le soutien de la FCPE, deux cents personnes, élèves, enseignants, parents d'élèves se sont rassemblées devant la DSDEN pour réclamer la suspension de la réforme du bac.

Ensemble, sur ça comme sur les retraites, on lâche rien !

